

Cadre de référence Décisions de financement du Comité d'experts chargé des droits en matière de langues officielles

(À jour au 15 septembre 2026)

Table des matières

1. OBJECTIFS DU PROGRAMME.....	2
2. RÔLE ET RESPONSABILITÉS DES COMITÉS D'EXPERTS.....	2
3. RÔLE ET RESPONSABILITÉS DU PERSONNEL DU PCJ AUPRÈS DES COMITÉS D'EXPERTS	2
4. POLITIQUE VISANT À ÉVITER LES CONFLITS D'INTÉRÊTS ET LA CRAINTE RAISONNABLE DE PARTIALITÉ	3
5. PROCESSUS ET MÉTHODE DÉCISIONNELLE DU COMITÉ D'EXPERTS DES DROITS EN MATIÈRE DES LANGUES OFFICIELLES	4
6. MONTANTS DE FINANCEMENT MAXIMUMS ACCORDÉS AUX BÉNÉFICIAIRES	5
7. RÉEXAMEN DES DOSSIERS DANS LESQUELS LE FINANCEMENT A ÉTÉ ACCORDÉ....	5

Dans ce document, le masculin grammatical est inclusif et indique le genre humain dans toutes ses dimensions.

1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

- 1.1. Fournir un soutien financier aux Canadiens afin qu'ils aient accès aux tribunaux pour des causes types d'importance nationale ; et
- 1.2. Faire valoir et clarifier certains droits constitutionnels et quasi constitutionnels en matière de langues officielles et de droits de la personne au Canada.

2. RÔLE ET RESPONSABILITÉS DES COMITÉS D'EXPERTS

- 2.1. Afin d'assurer le caractère indépendant du choix des dossiers financés par le Programme, les décisions concernant le financement du Programme sont prises par deux comités d'experts indépendants, soit un comité d'experts chargé des droits en matière de langues officielles et un comité d'experts chargé des droits de la personne.
- 2.2. Les comités d'experts sont indépendants du Ministre du Patrimoine canadien et ne font rapport qu'à l'Université d'Ottawa.
- 2.3. Les membres des comités d'experts respectent les politiques et les règles de fonctionnement adoptées par son comité.
- 2.4. Les membres du Comité d'experts chargé des droits en matière de langues officielles évaluent les mérites de chaque cause et approuvent seulement les causes qui permettent au Programme d'atteindre son objectif de clarification des droits tout en s'assurant de respecter les critères d'admissibilité, son cadre de référence et les modalités du Programme.
- 2.5. Les décisions de financement sont la responsabilité exclusive des comités d'experts.
- 2.6. Les comités d'experts s'engagent à faire preuve de transparence, d'intégrité, d'indépendance, et d'objectivité dans leurs décisions de financement.

3. RÔLE ET RESPONSABILITÉS DU PERSONNEL DU PCJ AUPRÈS DES COMITÉS D'EXPERTS

- 3.1. Fournir un soutien administratif aux comités d'experts.
- 3.2. Recevoir les demandes de financement, analyser les demandes selon les critères d'admissibilité établis par le comité d'experts chargé de la décision et présenter une recommandation au comité d'experts.
- 3.3. Signer une entente de financement avec chaque demandeur dont le financement a été approuvé, ci-après appelé le bénéficiaire.
- 3.4. Émettre les paiements aux bénéficiaires aux montants approuvés par les comités d'experts.
- 3.5. Gérer les dossiers des bénéficiaires, y compris assurer la soumission des rapports des bénéficiaires et l'approbation de leurs dépenses et du déboursement de leurs dépenses.

4. POLITIQUE VISANT À ÉVITER LES CONFLITS D'INTÉRÊTS ET LA CRAINTE RAISONNABLE DE PARTIALITÉ

- 4.1. Les membres du Comité d'experts sont au service de l'intérêt public; ils doivent remplir leurs fonctions avec honnêteté, un sens aigu de l'éthique, et selon les normes les plus élevées de façon à établir, préserver et accroître la confiance du public dans l'indépendance et l'objectivité du Comité d'experts ainsi que l'intégrité du Programme dans son ensemble.
- 4.2. Les membres du Comité doivent prendre des mesures en ce qui a trait à leurs affaires pour éviter les conflits d'intérêts réels ou apparents que l'on pourrait raisonnablement considérer comme compromettant leur jugement. Ainsi, un membre du Comité d'experts ne doit pas :
 - 4.1.1 Agir de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, de façon induue, ceux d'un organisme, groupe ou communauté avec lequel il est affilié ou les intérêts de toute autre personne ou entité ;
 - 4.1.2 Se prévaloir de ses fonctions pour influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser les intérêts personnels du membre ou, de façon induue, d'un groupe ou une communauté avec lequel il est affilié ou les intérêts de toute autre personne ou entité ;
 - 4.1.3 Utiliser ou communiquer des renseignements qu'il obtient dans le cadre de ses fonctions, et qui ne sont généralement pas à la disposition du public, pour favoriser ses intérêts personnels ou, de façon induue, ceux d'un organisme, groupe ou communauté avec lequel il est affilié ou les intérêts de toute autre personne ou entité ;
 - 4.1.4 Participer aux débats portant sur une question dans laquelle il a un intérêt personnel ;
 - 4.1.5 Voter sur une question pour laquelle il a un intérêt personnel ; ou
 - 4.1.6 Prendre toute mesure visant à contourner les obligations prévues à la présente politique sur les conflits d'intérêts.
- 4.3. Tout membre du Comité d'experts doit divulguer dans les plus brefs délais, verbalement ou par écrit, la nature des intérêts personnels qu'il détient relativement à toute question traitée par le Comité d'experts ou impliquant le PCJ. Cette obligation s'applique pour toute la durée du mandat d'un membre siégeant au Comité d'experts. Si un membre se rend compte ultérieurement de l'existence d'intérêts personnels qui auraient dû être divulgués aux termes de cet article, il doit, sans délai, les faire connaître.
- 4.4. Tout membre du Comité d'experts qui est employé, partie intéressée, ou qui reçoit un quelconque avantage directement ou indirectement, par voie de contrat ou de sous-contrat conclu avec un individu, un organisme ou un cabinet juridique qui dépose une demande devant ce Comité doit déclarer au Comité d'experts son lien avec l'individu, l'organisme ou le cabinet juridique déposant une demande au PCJ :
 - 4.4.1. Le Comité d'experts discutera de la situation quant à savoir s'il s'agit d'un conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent ou donne lieu à une crainte raisonnable de partialité;

- 4.4.2. À la lumière de cette discussion, si le lien entre le membre et le demandeur constitue un conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent ou pourrait donner lieu à une crainte raisonnable de partialité, le membre :
- 4.4.2.1. S'abstiendra de toute participation aux discussions portant sur la demande; et,
 - 4.4.2.2. S'abstiendra de voter sur la demande.
- 4.5. Pendant qu'ils siègent au Comité d'experts, ainsi que pour un (1) an après la fin de leur mandat, les membres s'engagent à s'abstenir de :
- 4.5.1. Déposer une demande de financement ou d'y participer, y compris en tant que demandeur, avocat au dossier, ou au nom d'un organisme auquel le membre est ou a été étroitement impliqué; ou
 - 4.5.2. S'impliquer dans un dossier financé par le Programme, notamment si cette participation devait procurer au membre un avantage personnel ou financier.
- 4.6. Pendant qu'ils siègent au Comité d'experts, les membres exerceront une réserve appropriée quant aux prises de position publique sur les causes examinées par le Comité d'experts ainsi que sur les enjeux juridiques au cœur des demandes financées par le volet des droits en matière de langues officielles.
- 4.7. Si un membre se trouve dans une situation ou estime qu'il existe des circonstances qui pourraient donner lieu à une crainte raisonnable quant à son impartialité au sujet d'une demande de financement, il doit :
- 4.7.1. Déclarer au Comité d'experts les circonstances donnant lieu à sa préoccupation;
 - 4.7.2. S'il y a lieu, le Comité examinera la question de savoir si le membre devrait s'abstenir de participer aux discussions portant sur la demande en question et de voter sur son financement.
- 4.8. Le Comité d'experts tient à reconnaître l'importance de compter parmi eux des membres qui ont une implication importante dans leurs communautés, y compris leurs communautés linguistiques. Une telle implication, à elle seule, ne suffira pas à établir l'apparence d'un conflit d'intérêts ni une crainte raisonnable de partialité.

5. PROCESSUS ET MÉTHODE DÉCISIONNEL DU COMITÉ D'EXPERTS DES DROITS EN MATIÈRE DES LANGUES OFFICIELLES

- 5.1. Les demandes de financement sont reçues et analysées par le personnel du PCJ.
- 5.2. Les demandes de financement et les analyses des demandes sont disponibles aux membres du Comité d'experts dans un répertoire sécurisé de LiquidFiles une semaine avant la rencontre du Comité.
- 5.3. Chaque demande de financement et son analyse sont présentées au Comité d'experts chargé des droits en matière de langues officielles à la rencontre du Comité par le conseiller juridique responsable de l'analyse de la demande.
- 5.4. Les membres délibèrent sur chacune des demandes de financement selon les critères d'admissibilité à savoir si un financement sera accordé ou non. Les membres considèrent les limites budgétaires de l'exercice financier du PCJ lors de leur prise de décision.

- 5.5. La décision, si un financement est octroyé ou non, est prise à la majorité des membres présents à la réunion.
- 5.6. Une proposition de la décision avec motif est adoptée et notée dans le procès-verbal de la rencontre du Comité d'experts.
- 5.7. Les décisions des comités d'experts sont finales et sans appel.
- 5.8. Un demandeur peut faire demande à nouveau pour du financement s'il y a eu un changement important dans les circonstances ou s'il y a des nouvelles informations qui n'étaient pas raisonnablement disponibles au moment de la première demande.

6. MONTANTS DE FINANCEMENT MAXIMUMS ACCORDÉS AUX BÉNÉFICIAIRES

- 6.1. Le Comité d'experts ne peut pas accorder plus que les montants maximums par domaine de financement qui suivent :
- | | |
|---|------------|
| 6.1.1. Élaboration de causes types | 20 000 \$ |
| 6.1.2. Litiges | |
| Procès ¹ | 150 000 \$ |
| Autorisation d'interjeter en appel | 25 000 \$ |
| Appel | 60 000 \$ |
| 6.1.3. Interventions juridiques | |
| Autorisation d'intervenir | 10 000 \$ |
| Intervention | 40 000 \$ |
| 6.1.4. Financement aux fins d'accessibilité | 5 000 \$ |
- 6.2. Tout financement reçu pour élaborer une cause type, autre que le financement aux fins d'accessibilité, sera déduit du montant maximum disponible pour le litige.
- 6.3. Dans la plupart des situations, le montant accordé à un demandeur de financement par le Comité d'experts sera le montant demandé par le demandeur à la limite du montant maximum accordé selon le paragraphe 6.1.
- 6.4. Le Comité d'experts peut octroyer un montant moins élevé que la somme demandée par le demandeur. Le bénéficiaire sera informé des raisons pour la réduction du montant accordé. À moins d'indication contraire par le Comité d'experts, cette disposition ne prévient pas un bénéficiaire de financement de soumettre une demande de financement supplémentaire, s'il est nécessaire.

7. RÉEXAMEN DES DOSSIERS DANS LESQUELS LE FINANCEMENT A ÉTÉ ACCORDÉ

- 7.1. Lorsque les circonstances exigent que le personnel du PCJ demande au Comité d'experts

¹ Dans des circonstances exceptionnelles, les bénéficiaires de financement qui poursuivent des causes au niveau de procès peuvent demander et obtenir un financement extraordinaire allant jusqu'à 50 000 \$. Voir l'article 5 des *Lignes directrices en matière de financement - Droits en matière de langues officielles*.

de réexaminer le financement accordé à un bénéficiaire, le Comité d'experts examinera la demande, ainsi que tout document explicatif fourni par le bénéficiaire des fonds, à leur prochaine rencontre prévue.

- 7.2. Le Comité d'experts a la discrétion exclusive de rendre des décisions concernant le réexamen des fonds octroyés par le PCJ, incluant, sans y être limités, à celles qui suivent :
- 7.2.1. Émettre une directive au bénéficiaire du financement ;
 - 7.2.2. Réduire le montant du financement disponible au bénéficiaire pour la durée du dossier ;
 - 7.2.3. Ordonner que le financement soit révoqué et que le bénéficiaire retourne toute somme qui n'a pas été utilisée ;
 - 7.2.4. Ordonner que le financement soit révoqué et que le bénéficiaire retourne la somme totale des fonds octroyés par le PCJ ; ou
 - 7.2.5. Toute autre mesure raisonnable et appropriée requise afin d'assurer l'intégrité du PCJ et d'atteindre ses objectifs.